

Intervention de Christian Laval, sociologue

Anniversaire des 10 ans de L'Inter-collèges IDF

Le 1^{er} décembre 2017

Autour de la « nouvelle raison du Monde » et de « Commun, essai sur la révolution au XXI^e siècle ».

« La transformation des institutions publiques peut s'expliquer précisément dans le fait que le néolibéralisme, comme rationalité politique et comme logique normative, a comme stratégie d'étendre la logique de marché à l'ensemble des institutions et de la société, et à imposer le modèle de l'entreprise partout, dans toutes les institutions, mais aussi aux subjectivités elles-mêmes. »

« Tout cela pour dire que nous avons comme devoir de penser à la fois ce qui nous arrive et de construire, là où nous sommes, des institutions plus ou moins formalisés. C'est comme ça que j'ai envie de lire l'intercollèges. (...) Vous vous êtes réunis sur la base d'une résistance à ce qui vous arrivait et à la nouvelle gestion publique qui vous a percuté, et en même temps vous avez eu le réflexe de créer, à votre manière, tous les communs sont différents, de créer un « commun ». Vous participez à votre mesure et à votre échelle à ce mouvement international des « communs ». »

Présentation de Christian Laval par Franck Chaumon

Foucault, de manière incroyable, a élaboré pratiquement en temps réel ce qui arrivait, le libéralisme, l'ordo-libéralisme, la question des pouvoirs, notamment avec l'Histoire de la folie et ses séminaires. Cela a été fondamental pour nous. Tout d'un coup, on avait une pensée qui nous concernait directement, qui nommait le pouvoir psychiatrique, les anormaux, qui permettait de s'appuyer sur ce qui était à la fois proche et lointain, donnant un point de repère pour situer où on en était dans le questionnement de la folie.

J'ai un point de repère, dans nos réflexions dans le cadre de *Pratiques de la Folie*, c'est quand on s'interrogeait sur la folie comme absence d'œuvre.

Foucault a apporté une pensée à laquelle s'adosser. On avait alors besoin d'une articulation entre les pratiques auxquelles nous étions confrontés et la position fondamentale de Foucault, en écartant l'affaire Gaucher et son discours sur l'autonomie.

Après Foucault, on peut dire qu'on a eu Laval et Dardot, qui nous ont permis de penser les raisons dans lesquelles nous étions, les dispositifs, pour reprendre les termes de Foucault, les procédures articulées à un nouveau régime : celui du néolibéralisme avec le contresens qui l'accompagnait. Ils nous ont apporté un marchepied entre les études Foucaaldiennes et les combats dans lesquels nous étions (cf. « La nouvelle raison du monde » de C. Laval et P. Dardot). Ils font un grand détour par les figures de l'émancipation (Marx, Lénine...). Ils font ce retour pour nous permettre de penser. Ce n'est qu'en pensant qu'on s'en sortira.

Nous avons publié « Espaces de paroles » où nous avons essayé de rester au plus près des pratiques. Créer des espaces de parole pour penser les alternatives au quotidien dans la pluralité des expériences.

C. Laval voulait travailler avec Bentham et avec des psychanalystes, trouver des plateformes d'échange. On va pouvoir travailler.

Christian Laval

Dans les années 80, après des études d'économie et de philosophie, j'ai travaillé dans le département de psychanalyse de Paris 8. Et c'est dans ce cadre que j'ai commencé un travail sur l'utilitarisme, sur Bentham et sur les fictions.

Il m'a semblé qu'avec Bentham qui a mis en évidence le virage utilitariste de l'homme comme homme économique, avec Foucault et son analyse remarquable du panoptique dans « Surveiller et punir », et avec Lacan dans la façon dont il avait saisi le double virage qu'il s'agissait de nouer, il y avait là quelque chose d'étonnant qui méritait d'être exploré.

Bentham, qui avait anticipé la découverte Freudienne a été un grand auteur en Français - connu dans le monde entier par les traductions d'Etienne Dumont à la fin du 18^e et début 19^e -, Bentham est quasiment tombé dans l'oubli en France durant tout le XX^e siècle, au cours duquel très peu d'études, de traductions, sont parues sur son œuvre.

Ce travail m'a conduit à élargir ma perspective jusqu'à la naissance de cette figure de l'individu, l'Homme économique (Livre de 2007).

Il a fallu attendre 30 ans pour que des Psychanalystes, comme Franck Chaumon et d'autres, s'y intéressent et décident de travailler avec moi, dans les perspectives qui m'intéressaient. Il suffit parfois d'attendre pour que les rencontres se fassent.

La rencontre s'est faite à partir de *La Nouvelle raison du monde* avec en sous titre *Essai sur la société néo libérale*, dans un 2^eme moment de travail, ouvrage qui développe une réflexion sur les formes nouvelles du libéralisme en prenant appui sur *La Naissance de la bio politique*, cours de Foucault de 1979 paru seulement en 2003.

En 1979 Foucault identifie une nouvelle gouvernementalité, de nouvelles formes de gouvernement.

Nous avions auparavant des éléments de déchiffrement, comme ce qu'apportait Bourdieu, dans des orientations qui semblaient dire que le néolibéralisme était un retour au libéralisme classique, une extension de la marchandisation, une offensive du marché qui réduisait peu à peu la sphère publique. Cela a été fort utile, cela a alimenté des mouvements fort importants qui ont permis des mobilisations (Atack, l'alter-mondialisme, de grandes mobilisations comme celle contre le plan Juppé de 95, etc.)

Il y a eu tout un temps une préoccupation de ce qu'était le néolibéralisme. Ceci avec des outils qui apparaissent a-posteriori bien rustiques par rapport à ce que la lecture de M. Foucault pouvait nous enseigner. Parce que ce qu'il enseignait, c'est que nous avons affaire non seulement à un mouvement d'extension du capital, c'est vrai aussi on va en parler, mais aussi à une rationalité politique organisée, à une logique normative encore plus vaste qui consiste à transformer l'ensemble des institutions, l'ensemble de la société.

Il met en évidence qu'il ne s'agit pas seulement de faciliter - par la dérégulation, les privatisations, les démantèlements - le mouvement des grandes entreprises, des oligopoles, des multinationales, mais également de transformer toutes les institutions et en particulier les institutions publiques. Or la transformation des institutions publiques peut s'expliquer précisément dans le fait que le néolibéralisme, comme rationalité politique et comme logique normative, a comme stratégie

d'étendre la logique de marché à l'ensemble des institutions et de la société, et à imposer le modèle de l'entreprise partout, dans toutes les institutions, mais aussi aux subjectivités elles-mêmes.

C'est écrit chez M. Foucault. Avec ceci de supplémentaire qu'il nous donne la méthode. En 79, il nous donne la méthode avec laquelle le néo-libéralisme déploie sa stratégie qui consiste à créer des situations de marché, à disposer en quelque sorte des éléments qui constituent le marché comme construction, afin que les individus qui se trouvent placés dans ces situations de marché soient eux-mêmes obligés de fonctionner selon la logique de marché, c'est à dire comme des entreprises, selon la logique de la concurrence .

La grande nouveauté entre le libéralisme classique ou l'utilitarisme, auquel il accorde une très grande importance dans ces années là, et le néolibéralisme, c'est que dans la 1ère phase du 18è, il s'agit bien de définir, de fabriquer un homme de marché, un homme économique, mais cet homme économique fonctionne essentiellement à l'équilibre, comme sur un marché, offre et demande, coût et bénéfice, souffrance et plaisir. C'est ce petit bonhomme psychologique, comme le dit Lacan, que l'on retrouvera dans la psychologie, et jusque chez Freud ou du moins un certain Freud, car Freud dépasse cet homme psychologique de l'équilibre.

Ce que Foucault nous apprend de nouveau, c'est que le néolibéralisme a dépassé cette recherche de l'équilibre des lois du marché pour faire de l'individu un capital. Et il accorde une extrême importance, c'est là où nous l'avons suivi le plus loin, à la définition de l'individu comme capital humain par les courants économiques américains.

Ce qu'il essaie de faire dans *La Naissance de la biopolitique* , et ce qui n'est pas tout à fait évident puisqu'il faut travailler une dizaine de cours où il n'a pas le temps d'articuler ce qu'il essaye de faire, c'est de penser le lien entre 2 courants du néolibéralisme :

- l'ordo-libéralisme allemand au fondement de la construction européenne: l'ordo-libéralisme allemand est dans une perspective constructiviste, le marché est une réalité construite qu'il faut entretenir régulièrement par une politique de cadre, d'ordre. C'est ce dont je parlais tout à l'heure, la création des situations de marché. Cette perspective constructiviste est celle que l'on voit se déployer dans la constitution européenne depuis 57 jusqu'à aujourd'hui (création du marché unique...)

- Il met en regard cette construction là avec la perspective néolibérale américaine centrée sur le capital humain. Il cherche à comprendre comment fonctionne la création en situation de marché et la redéfinition de l'homme comme « capital humain » ou comme « individu entreprise », ce qui est à peu près la même chose.

Ayant été particulièrement frappés par cette analyse, nous nous sommes dits en 2006-2007 qu'il était temps de repenser ce qu'est le néolibéralisme aujourd'hui en nous appuyant sur cette lecture et en reprenant ce que Foucault n'avait pas eu le temps de faire, c'est-à-dire en étudiant sa genèse dans les années 1930. Comment ce néolibéralisme avait-il émergé dans les pays anglo-saxons, après une action souterraine de longue durée, mais aussi en Amérique latine et dans différents pays, dans les années 70.

En France, c'est Foucault qui a fait cette découverte, ce que peu de gens voyaient, c'est que le moment Giscard/Barre avait été un moment de rupture dans les manières de gouverner.

Tout ça pour vous dire que ce qui nous arrive mérite d'être pensé sérieusement, mérite des études sociologiques, historiques, économiques. Les objets d'étude qui ne manquent pas. Actuellement Il s'agit d'objectiver ce qui nous est arrivé.

La 2^e remarque que je ferai c'est que ce qui nous arrive, et j'ai entendu ce que vous avez dit mais j'étais un peu au courant des transformations du travail à l'Hôpital, ce qui nous arrive remonte à très loin, c'est un long développement. Si on découvre les choses maintenant, peu à peu, avec toutes nos souffrances professionnelles, tous nos symptômes, nos protestations, si nous sommes souffrants de ce qui nous arrive, il faut voir que cela vient de loin et que cela touche tout le monde. Et cela touche tout le monde parce que la logique néolibérale n'a pas concerné seulement la sphère capitaliste privée par l'introduction de mécanismes de management expérimentés sur ce terrain là. Elle touche progressivement la sphère publique à partir des années 80 en Angleterre, aux Etats Unis.

En France, le néolibéralisme nous a concernés très tôt, dans les années 70, sans que nous puissions le percevoir de façon très claire. Nous avons eu des effets à retardement. C'est plutôt dans les années 90 puis dans les années 2000, donc une dizaine d'années après les pays anglo-saxons, que nous en ressentons les effets.

Il y a eu des formes de résistance multiples, politiques, culturelles, qui ont empêché que ce discours néolibéral se déploie de façon explicite, ouverte, tant ça pouvait heurter une culture politique, les forces de gauche étant encore puissantes à cette époque. Il y a eu toute une série de contournements qui ont empêché que ce discours se déploie pour que nous puissions avoir les moyens de l'entendre.

Comment les choses se sont elles produites?

Le néolibéralisme, en tant que rationalité globale, a consisté à faire en sorte que les états aient à la fois la volonté et l'obligation d'entrer dans des logiques de mondialisation, d'ouverture du marché, de libre circulation du capital. Les états ont construit la mondialisation et ont construit un ensemble de contraintes qu'ils se sont appliqués à eux mêmes. C'est comme si les états avaient produits des contraintes externes qui leur reviennent.

La mondialisation, c'est la généralisation de la concurrence entre les grandes entreprises. C'est comme ça en tout cas que les choses peuvent être présentées de façon naïve. La mondialisation économique, c'est une façon pour le capitalisme de se donner le monde comme champ d'action. Mais ce qui s'est produit, c'est que cette concurrence mondiale a eu comme effet d'impliquer les institutions et la société tout entière via les institutions qui l'encadrent dans cette logique de concurrence mondiale.

Et ceci précisément parce que le néolibéralisme comme discours explicite fait de la concurrence une rationalité globale. A partir du moment où l'on fait de la concurrence économique un principe général d'organisation de la vie internationale, à partir du moment où l'on conçoit progressivement que cette concurrence économique implique en amont et en aval tout ce qui la conditionne - ce qui la conditionne, ce sont les institutions en général, l'éducation, l'université, la recherche, et ça peut être aussi l'hôpital, l'ensemble des services publics - à partir de ce moment là se déploie un discours qui affirme : « ce n'est pas seulement l'économie qui doit être compétitive, c'est la société qui doit être compétitive, l'état qui doit être compétitif ». Et c'est ce que l'on constate, de mesure en mesure, de décret en décret, de proche en proche, la compétitivité devient la rationali-

té universelle. Aussi absurde que cela puisse paraître l'école, l'hôpital sont progressivement gagnés par cet impératif absolu, cet impératif catégorique de la compétitivité, alors même que l'on n'est pas en concurrence. Même si l'on n'est pas en concurrence, il faut désormais l'être. Si l'on n'est pas en concurrence, il faut construire de la concurrence. D'où l'ensemble des dispositifs qui vont être mis en place pour que la réalité ressemble au modèle en quelque sorte, pour créer des formes de concurrence entre les hôpitaux, entre les écoles, les universités, etc. Avec comme pré-supposé énorme, massif, que la concurrence est toujours bonne en elle-même, source d'efficacité et de performance.

J'entendais tout à l'heure que vous parliez de logique de performance. Il faut bien saisir que ce n'est pas seulement un discours biologique, ce n'est pas seulement des outils, ces outils sont au service d'une stratégie qui consiste à faire que l'ensemble de nos fonctionnements institutionnels soient régis par la logique de marché, c'est à dire la logique de la concurrence. Pour cela, il s'agit de construire des marchés.

C'est là où se situe le génie de Foucault, dans le fait de bien marquer la différence entre des âges du libéralisme. Dans le 1er âge du libéralisme, le marché est conçu comme une réalité naturelle (c'est la nature). Dans le 2^e âge du libéralisme, le néolibéralisme, ce qu'il a de nouveau (néo), c'est précisément que le marché est une construction. Ce qui ouvre la perspective d'une construction générale des marchés, tout peut devenir marché.

C'est là la grande découverte de Foucault mais aussi précisément la découverte des néolibéraux et en particulier des néolibéraux allemands et européens quand ils ont construit l'Europe, parce que l'Europe est le modèle de construction du marché. C'est le grand modèle, on a réussi à construire un grand marché avec plein de pays différents. Et bien, on peut construire à nos échelles nationales, des marchés qui fonctionneront à la concurrence libre et non faussée.

Et c'est parce qu'on sait qu'un marché est construit qu'on peut déployer des instruments de marché. « Instruments de marché » cela veut dire qu'il faut quantifier, évaluer, contrôler, tout comptabiliser, tout compter. En d'autres termes, c'est une accélération évidemment d'un long processus, ça ne date pas du néolibéralisme, la calculabilité générale de l'humain et la comptabilisation générale des activités.

Max Weber l'a très bien montré dans son œuvre au début du XX^e, ce n'est pas du tout nouveau, cela appartient à l'esprit du capitalisme. Ce qui est nouveau c'est la façon dont le néolibéralisme va accélérer cette calculabilité générale, va introduire partout, dans tous les interstices possibles la comptabilisation des activités humaines. Voilà ce qui de fait s'est produit.

Alors de quoi s'agit-il? Est ce que c'est le capitalisme? Oui, d'une certaine façon, mais c'est un capitalisme nouveau, c'est un capitalisme qui est sorti de son lit, un capitalisme qui en tant que rationalité est devenu rationalité, norme universelle, une rationalité qui peut s'appliquer à tout l'humain. Voilà la grande nouveauté.

C'est ce que Marx ne pouvait absolument pas imaginer. Marx travaillait sur la grande industrie. Il avait l'idée que la grande industrie allait transformer toute l'économie, jusqu'à l'agriculture, et que ça donnerait les bases du socialisme. Mais il raisonnait encore dans le cadre d'une économie économique, si je puis dire. C'est à dire qu'au fond il n'avait pas l'idée que l'accumulation du capital pouvait devenir une sorte de rationalité abstraite pouvant s'appliquer à des choses qui n'avaient rien à voir au départ avec la production de plus values.

Le néolibéralisme c'est cette abstraction extraordinaire qui fait que le « plus de », la logique du « plus de », la logique de la performance, peut gagner toutes les activités. Le « plus de », voilà ce caractère propre de la rationalité capitaliste qui nous touche aujourd'hui. C'est ce caractère d'illimitation du capital qui vient pénétrer toutes les sphères de l'activité humaine, non pas directement parce que les grandes entreprises nous envahiraient par la marchandisation selon une vue assez simpliste que nous avons dans les années 80-90 du néolibéralisme, mais par l'action propre, autonome, de cette rationalité universelle qui a des supports.

Il y a des agents, des gens qui portent ça, qui le mettent en œuvre. Il y a donc 2 sortes de gens :
-ceux qui sont des idéologues, des gens convaincus qui tiennent un propos construit, cohérent, qui expliquent que c'est la meilleure façon d'organiser les choses humaines »
-Et puis il y a tous les agents « malgré eux », tous les gens qui sont pris dans la situation, dans la réalité et qui s'y adaptent. Et j'entendais tout à l'heure parler de ces collègues, de ces soignants qui peu à peu se mettent en fonction de... parce qu'ils sont pris au piège de situations qui les obligent à... ou qui croient être obligés à... qui pensent qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

Et la grande difficulté c'est que le néolibéralisme ne se présente pas comme une idéologie à laquelle on doit se convertir. Ce n'est pas une sorte de religion. Ce sont des dispositifs. Il s'incarne, se matérialise dans des dispositifs tels que - que vous adhérez idéologiquement ou non - vous êtes contraints de faire avec et d'y entrer. On vous demande des résultats, des scores..., vous devez le faire. D'où le symptôme multiplié par 10 parce que précisément nombre de collègues accomplissent des actions qui leur déplaisent particulièrement ou auxquelles ils n'adhèrent pas, et se sentent contraints, assujettis à ces dispositifs là.

Les choses sont telles qu'on ne peut plus dire que l'état aujourd'hui est un point de résistance en tant que tel. On pouvait le penser il y a 20 ans. On pouvait penser que l'état devait résister au marché, reprendre le programme de nationalisation, introduire des régularisations. L'état est aujourd'hui partie prenante, complètement, entièrement partie prenante du processus de « néolibéralisation » de nos sociétés. Je veux dire pas seulement en haut lieu. Et pas seulement les états, mais les gouvernants aussi sont pris. Les gouvernants de droite ou de gauche. On peut le constater tous les jours et partout. A quelques exceptions près, ils sont engagés, impliqués parce que précisément ils veulent être réalistes, et le réalisme c'est bien l'adaptation à la réalité telle que le néolibéralisme l'a mise en place.

Pour ce qui concerne plus précisément le domaine psy, nous y avons été, peut être de façon imprudente, parce que ce n'était pas notre spécialité. Je fais une petite parenthèse. Il me semble qu'il faut pouvoir prendre des risques, parler de choses dont nous ne sommes pas spécialistes, afin de pouvoir établir des ponts, des passerelles.

Dans un dernier chapitre nous nous sommes engagés dans la question de la fabrication du sujet néolibéral. Nous nous y sommes engagés en essayant d'expliquer que de mettre en place des dispositifs qui constituent l'individu en capital humain permettait de penser que cela a des effets. Et la grande littérature sociologique, celle du travail par exemple, la littérature clinique aussi, pouvaient être rapportées à cette redéfinition de l'homme, c'est-à-dire celle de la subjectivité comme capital.

Pour nous c'est une question qui doit rester tout à fait ouverte, je vous la lance car elle est importante : qu'est ce que cela implique de demander, à travers un certain nombre de dispositifs que nous avons appelé dispositifs « performance/jouissance », à des individus de se dépasser, de dé-

passer leur souffrance, d'aller toujours au delà de soi? Qu'est ce que cet au delà de soi implique quant à la subjectivité? On avait appelé cela « l'ultra subjectivité ». Ultra pour signifier que ces dispositifs enjoignent d'aller toujours au delà, c'est à dire d'être engagé non seulement dans un processus d'implication de la personnalité, comme on le dit beaucoup dans la littérature du management, mais aussi dans une auto valorisation permanente de soi-même, c'est à dire d'engager les gens dans une logique d'illimitation, de s'identifier au mouvement même du capital.

Qu'est ce que cela veut dire subjectivement d'engager des gens dans un processus subjectif d'illimitation? Quelles conséquences peut avoir le fait que le capital, en tant que mouvement d'auto-valorisation, définition de Marx, soit subjectivé, devienne fonctionnement du sujet? Il nous a semblé que beaucoup de ce qu'on lisait des problèmes rencontrés dans le cadre du travail, de la souffrance au travail, de la démolition des professions, beaucoup de choses qu'on pouvait lire sur la clinique, pouvait se lire à partir de cela.

Ce livre, *La Nouvelle raison du monde*, nous avons demandé que sa couverture soit noire, symbolisme un peu simplet mais il nous semblait important de montrer la gravité de ce qui a cours, parce que, comme vous l'avez très bien dit, on se heurte à des tas de formes de déni (il y a des climato sceptiques, et d'autres qui pensent que ce n'est pas grave, etc.). Je pense que mon travail est proche du travail du climatologue. C'est un travail d'analyse de ce qui se produit dans une société pour alerter, dire qu'il faut changer d'orientation. C'est le sens que j'ai de mon travail.

Le constat est effectivement assez sombre. Nous en avons rajouté avec un livre paru il y a environ 1 an et demi : *Ce cauchemar qui n'en finit pas*. Petit livre d'actualisation, écrit en 2007, paru en 2009 juste au moment de la crise financière. Nous avons voulu 7 à 8 ans plus tard dire où nous en étions, et nous avons repris cette formule de tas de gens dans les réunions publiques que nous avons. Qu'est ce que ce cauchemar qui n'en finit pas? Après la crise de 2007- 2008, une série de gens disaient : le néolibéralisme c'est fini, il a montré sa faillite, nous allons maintenant réguler, repartir sur d'autres bases. Ce que nous avons vu, c'est tout à fait le contraire, c'est une aggravation, un approfondissement dans la logique néolibérale, une accélération de cette logique.

Il fallait le penser en tant que tel, se demander comment le néolibéralisme se situe au delà de ce que disait Foucault qui parlait de gouvernementalité. C'était une chose intéressante mais c'était devenu un véritable système qui rendait extrêmement difficile de pouvoir penser la sortie du néolibéralisme, de pouvoir l'imaginer du fait même de l'ensemble des contraintes, l'ensemble des dispositifs d'ores et déjà mis en place, l'ensemble des traités par exemple. **Si le néolibéralisme s'est développé pendant 30-40 ans, c'est qu'il s'est doté d'outils et de stabilité, il s'est incarné, institué.** L'ensemble de ces dispositifs, mesures, traités, constituent à présent un genre de corset qui contraint les gouvernants eux-mêmes à obéir à une série d'injonctions...

Nous voulions expliquer que c'est ce caractère désormais systémique du néolibéralisme qui, précisément, fait que nous avons l'impression d'être totalement impuissant devant ces logiques implacables.

Nous voulions également expliquer que la crise, loin d'être ce que beaucoup avaient imaginé sous la forme d'un effondrement, selon des schémas historiques anciens, la crise est devenu un véritable mode de gouvernement. On gouverne par la crise. La crise est devenue un argument pour aller toujours plus loin dans la logique néolibérale. On ne peut pas compter sur la crise comme élément d'objection puisque c'est un point d'appui au développement des logiques néolibérales.

Le dernier mot de *La Nouvelle raison du monde*, en 2009, c'était l'idée qu'il y a des tas de pratiques de résistance, mais au delà de la résistance, de pratiques, d'expérimentations, de disposi-

tifs, de désirs qui vont dans un tout autre sens. Nous avons employé cette formule, sans savoir très bien ce que nous disions, nous avons dit que ce qui semblait se développer c'est une raison alternative, « la raison du commun ».

A partir de là, nous avons travaillé dans une autre direction, en nous demandant ce que le mouvement écologiste, altermondialiste et d'autres expérimentations politiques ou économiques nombreuses entendaient par le terme « commun ». Parce que « les communs », « les biens communs », « le commun » devenait au fond un mot qui circulait, de pays en pays, de mouvement en mouvement, sans que l'on sache très bien ce que cela voulait dire. Et cela a donné lieu à une grande enquête que nous avons lancée à partir de 2010 sur « le commun ».

Cela a donné un autre livre *Commun*, avec comme sous titre *Essai sur la révolution au XXI^e siècle*. Au niveau international, la France est très en retard à ce sujet. Depuis les années 80-90, il s'est produit une chose assez étonnante. Au moment où s'effondraient les anciens pays communistes, au même moment, un peu partout dans le monde et selon des logiques tout à fait différentes, se développait à la fois une littérature et des pratiques qui se réclamaient des communs.

Je n'ai pas le temps de résumer ce livre *Commun*. On essaye de comprendre comment a émergé cette catégorie des communs, ce qu'elle peut avoir d'intéressant, et le mot lui-même « Commun ». On s'est aperçu que beaucoup de gens ne savaient pas ce que « commun » voulait dire, même chez les communistes.

Cum avec munus : obligation, charge, devoir. C'est un mot politique, on le retrouve dans commune, municipalité (munus). Cela veut dire que quand on vit ensemble, on a des obligations les uns envers les autres, des devoirs réciproques. C'est un terme qui renvoie à la réciprocité générale, qui renvoie à « munus ». E. Benveniste, dans ce formidable *Vocabulaire des Institutions Indo européennes*, y insiste beaucoup. Il fait un long développement sur comus, commun, communisme. Il souligne que c'est un mot qui traverse toute l'histoire politique, toute la philosophie morale et politique depuis l'Antiquité, un mot qui renvoie à l'idée que vivre ensemble, c'est avoir des devoirs les uns envers les autres.

Il nous a semblé extrêmement important de revenir à cela et d'entendre par « commun » beaucoup plus de chose que ce que les militants et les praticiens des communs entendent par là. Pour résumer, « les communs » est un terme qui est né d'une résistance dans de très nombreuses parties du monde et dans beaucoup de mouvements, dont le mouvement altermondialiste. C'est un terme de résistance à la logique néolibérale, c'est à dire à la logique de la concurrence généralisée. C'est dans ce sens qu'il est intéressant. Ce n'est pas que ces mouvements aient lu Foucault, c'est qu'ils ont bien saisi que « commun », cela voulait d'abord dire qu'il faut répondre par un autre terme à la mise en concurrence généralisée des gens. Ils auraient pu choisir le mot « solidarité ». Ils ont choisi « commun » parce que cela peut renvoyer par analogie historique aux pratiques anciennes du monde rural, de l'économie de subsistance, du monde rural ancien.

Les communs sont dans les civilisations rurales à la fois des propriétés communes, appartenant à la commune, mais également des droits collectifs régis par le droit coutumier, et cela bien au delà de l'Europe. Communs, mot venu en anglais d'une part pour désigner les propriétés communes et les droits coutumiers qui avaient été détruits par l'avancée du capitalisme agraire, et d'autre part de l'extension de la logique propriétaire. « Commun » veut dire aussi : critique de l'extension de la logique propriétaire qui accompagne justement la concurrence mondiale, notamment par

exemple l'extension de la logique propriétaire dans le domaine intellectuel, l'extension du champ de la propriété intellectuelle, des propriétés du vivant, des connaissances...

Ceux qui se réclamaient du commun l'ont d'abord entendu comme terme signifiant que nous devons résister à l'appropriation privée des conditions de ce qui permet de vivre ensemble. Résister à la privatisation des espaces, des ressources, du service public. C'est un terme assez génial qui apparaît à la fin des années 90 dans le mouvement altermondialiste et écologiste. C'est un signifiant qui, au delà de l'exactitude historique, permet de dire que premièrement la logique propriétaire est générale, qu'elle touche tout le monde et que par là même nous pouvons trouver là un terme qui permet la coalition, la convergence des luttes. Nous avons tous ensemble à faire et à résister parce que précisément la logique propriétaire nous dérobe, nous dépossède de nos conditions communes d'existence.

Troisième chose, et le plus étonnant, c'est que « commun » va désigner peu à peu quelque chose d'assez différent, non pas une résistance à ce que l'on nous enlève, mais quelque chose que nous pouvons faire, construire. Comme si au constructivisme néolibéral répondait un tout autre constructivisme pris dans une tout autre logique qui consiste à dire que les communs ne sont pas seulement les communs médiévaux, pas seulement les communs d'antan qui ont été arrachés par le capitalisme, **les communs ce sont aussi des pratiques, des institutions, des dispositifs que nous devons mettre en place, instituer.**

J'évoque là les travaux du prix Nobel d'économie de 2009, Elinor Ostrom, qui définissait les communs traditionnels (pêcherie, système d'irrigation, etc.) comme des institutions auto organisées. « Commun » va pouvoir désigner également ce qu'on pourrait appeler le retour de l'exigence démocratique, le retour de la démocratie directe, de la participation démocratique. Tout cela a créé à l'échelle internationale un double mouvement : mouvement politique, mouvement des communs, où il y a une référence systématique au commun, et en même temps un chantier intellectuel assez remarquable et assez rare dans l'histoire intellectuelle puisqu'en une dizaine d'années, peut être un peu plus, des gens très différents, des juristes, des économistes, des philosophes, des sociologues, se sont tous mis à travailler sur les communs, au point qu'en France, très tardivement, est paru aux PUF en Septembre dernier un dictionnaire des biens communs de 1300 pages qui témoigne du foisonnement des recherches actuelles là dessus.

P. Dardot et moi même avons essayé d'aller un peu plus loin, de considérer en ce début du XXI^e siècle le «commun» comme un principe politique alternatif. Nous voulons réhabiliter l'imagination politique. A partir des observations que nous avons pu faire, des études de cas, il nous a semblé qu'on devait imaginer ce que pourraient être des politiques du « commun » et ce que pourrait être une société dans lesquelles les institutions seraient transformées en « commun », c'est à dire comme espace institutionnel avec 2 caractéristiques qui seraient : l'auto gouvernement démocratique et la destination sociale de l'activité, de l'espace, de la créativité et de la ressource.

Tout cela pour dire que nous avons comme devoir de penser à la fois ce qui nous arrive et de construire, là où nous sommes, des institutions plus ou moins formalisés. C'est comme ça que j'ai envie de lire l'Inter-collèges. Vous participez à un mouvement beaucoup plus vaste qui consiste à ce que la résistance ne soit pas que résistance, elle est aussi création institutionnelle, création de commun, d'espace institutionnel qu'on pourrait qualifier de commun puisque ce sont des communs de lutte mais, plus que des communs de lutte, **ce sont des communs de pensée**, une vraie mise en commun. Un espace institutionnel qu'on pourrait qualifier de commun est un espace institutionnel qui est voué à la mise en commun des idées, des expériences, des propositions. Vous associez

les deux. Vous vous êtes réunis sur la base d'une résistance à ce qui vous arrivait et à la nouvelle gestion publique qui vous a percuté, et en même temps vous avez eu le réflexe de créer, à votre manière, tous les communs sont différents, de créer un « commun ». Vous participez à votre mesure et à votre échelle à ce mouvement international des « communs ».